



Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

Procédure N°2025AA01

DESIGNATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR LA CERTIFICATION DES COMPTES DU CHU RENNES

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 : CONTEXTE ET BESOIN	3
2.2. <i>Missions de l'établissement</i>	3
2.2. <i>Présentation de l'établissement</i>	3
2.3. <i>Les moyens financiers</i>	4
2.4. <i>Les ressources humaines</i>	4
2.5. <i>Les Organes de Gouvernance</i>	4
2.6. <i>L'Organisation Administrative de l'établissement</i>	4
2.7. <i>L'Organisation Comptable et Financière</i>	5
2.8. <i>Présentation générale du système d'information de gestion de l'établissement</i>	5
ARTICLE 3 : PRESTATIONS ATTENDUES	5
3.1. Obligations du Titulaire	6
3.2. Modalités d'organisation et d'exécution de la prestation	8
ARTICLE 4 : PRATIQUE PROFESSIONNELLE RELATIVE A L'AUTOREVISION.....	8
ARTICLE 5 : MODALITES D'ORGANISATION PRATIQUES	8
ARTICLE 6 : DESIGNATION D'UN SUPPLEANT.....	8

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché consiste en l'exécution des prestations relevant du mandat de commissaire aux comptes tel que prévu par l'article L 6145-16 du code de la santé publique et dans les conditions mentionnées au titre II du livre 8 du Code du commerce.

L'objet du marché consiste en la nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer, en application de l'article L.821-40 du code de commerce, le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

La mission générale comporte deux volets indissociables :

- d'une part la certification des comptes annuels, et,
- d'autre part les vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

La première année de certification, cette mission comprend les travaux de validation du bilan d'ouverture. L'établissement public de santé a la possibilité de procéder à la nomination de deux commissaires aux comptes qui exercent leur mission en application de la norme d'exercice professionnel 100.

La consultation porte sur les missions suivantes :

- La tranche ferme comporte le contrôle et la certification des comptes annuels de l'établissement, incluant la validation du bilan d'ouverture ainsi que la réalisation d'un rapport d'audit pour des établissements EIP ; Les comptes annuels comprennent : le bilan, le compte de résultat et l'annexe du compte financier. Les vérifications spécifiques portent sur la vérification de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport visé à l'article 1 du décret **n°2013-1238** du 23 décembre 2013 relatif aux modalités de certification des comptes des établissements publics de santé.
- La tranche optionnelle porte sur l'accomplissement de Services Autres que la Certification des Comptes (SACC) tels que prévus par l'article L821-30 du Code du commerce.

ARTICLE 2 : CONTEXTE ET BESOIN

2.2. Missions de l'établissement

Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Rennes, établissement public de santé, est une personne morale de droit public dotée de l'autonomie administrative et financière.

Ses missions sont définies à l'article L. 6111-1 du Code de la santé publique.

2.2. Présentation de l'établissement

Le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes assure sa mission de soins sur le territoire 5 de Bretagne dont la population est d'environ 1 million d'habitants.

Acteur de référence dans la région Bretagne, le CHU dispose d'un large éventail de services cliniques couvrant l'ensemble des besoins de santé de la population à chaque âge de la vie (médecine, chirurgie, obstétrique, pédiatrie, centre de soins dentaires, soins de suite et de réadaptation, hébergement et soins des personnes âgées) ainsi qu'un plateau médicotechnique dédié au diagnostic et à la médecine interventionnelle. Cette offre de soins de premier niveau mais aussi de recours (neurochirurgie, greffes, chirurgie cardiaque) est ouverte à la population de l'agglomération rennaise et à celle de la Bretagne.

Il est implanté sur 4 sites géographiques.

Les différents services du Centre Hospitalier Universitaire de Rennes sont consultables sur le site internet de l'établissement à l'adresse suivante :

<https://www.chu-rennes.fr>.

Les chiffres clés pour l'année 2023 :

-
- Nombre de journées d'hospitalisation par an : 529 348
 - Nombre d'actes et de consultations par an : 660 310
 - Nombre de séjours par an : 150 786
 - Lits et places : 1 673 lits et 267 places
 - Nombre de passages aux urgences : 131 145
-

La plaquette des chiffres clefs 2023 est jointe à l'annexe 6 du présent CCTP.

2.3. Les moyens financiers

Pour l'année 2023, la somme des produits inscrits au compte de résultat tous budgets confondus est de 805 192 445 €.

Les données comptables et budgétaires de l'établissement sont indiquées aux annexes 2 et 3 du présent CCTP.

2.4. Les ressources humaines

Le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes emploie 10 062 agents.

La répartition entre les différentes catégories d'agents (personnel médical, personnel paramédical, personnel administratif et technique) est détaillée dans la plaquette relative aux chiffres clefs 2023.

Le bilan social 2023 est annexé à ce document (annexe 7).

2.5. Les Organes de Gouvernance

Le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes est doté d'un conseil de surveillance et dirigé par un directeur assisté d'un directoire.

Le directeur a la qualité d'ordonnateur au sens du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Le comptable de l'établissement public est le comptable public du CHU de Rennes.

2.6. L'Organisation Administrative de l'établissement

- **Les directions fonctionnelles**

L'organigramme détaillé du Centre Hospitalier Universitaire de Rennes est présenté en annexe 8 du présent CCTP.

- **Les pôles d'activité**

La liste des pôles d'activité est la suivante :

- Pôle Médecines Spécialisées
- Pôle Abdomen et Métabolisme
- Pôle Neurosciences

- Pôle Biologie
- Pôle Imagerie et explorations fonctionnelles
- Pôle Pharmacie
- Pôle Odontologie
- Pôle Cœur-Poumons-Vaisseaux
- Pôle Femme-Enfant
- Pôle Anesthésie, SAMU, Urgences, Réanimations, Médecine Interne et Gériatrie
- Pôle Santé Publique
- Pôle Locomoteur

2.7. *L'Organisation Comptable et Financière*

Le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes relève pour sa gestion financière du chapitre 5 du titre IV du livre Ier de la sixième partie du code de la santé publique.

Il est régi par l'instruction budgétaire et comptable M 21 et par les dispositions du titre I du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

La direction des affaires financières est composée d'un Directeur des finances et du système d'information qui assure le pilotage du contrôle de gestion, du système d'information décisionnel, le pilotage budgétaire et financier et la gestion de la dette et de la trésorerie. Il est assisté d'un Directeur des systèmes d'information et d'un Directeur adjoint des finances.

L'organigramme de la direction des affaires financières est présenté en annexe 9a du présent CCTP.

Le poste comptable est structuré comme suit.

Le service comptabilité dépense est chargé du contrôle et de la réalisation des dépenses de l'établissement et de la tenue de sa comptabilité. Le secteur encaissements y est rattaché.

Le service recouvrement assure le traitement des phases amiables et contentieuses, ainsi que l'accueil physique des usagers.

Chacun de ces deux services est placé sous la responsabilité d'un Inspecteur des Finances Publiques.

L'organigramme de la fonction budgétaire et financière est présenté à l'Annexes 9a du présent CCTP.

2.8. *Présentation générale du système d'information de gestion de l'établissement*

• Description de l'environnement informatique de l'établissement

Une cartographie des principales applications informatiques de l'établissement est présentée en annexe 10 du présent CCTP.

• Description de l'environnement informatique du poste comptable

Le comptable public de l'ensemble des établissements publics de santé est doté d'un progiciel dénommé HELIOS servant à payer les ordres de payer émis par l'ordonnateur, à recouvrer les ordres de recouvrer émis par ce dernier, à tenir la comptabilité générale de l'établissement et à établir à la clôture de l'exercice la plupart des états financiers soumis au certificateur (notamment le bilan et le compte de résultat). Une documentation relative à ce système d'exploitation développé et exploité par la Direction générale des finances publiques (ministère chargé du budget) est remise au titulaire du marché.

ARTICLE 3 : PRESTATIONS ATTENDUES

La durée du mandat de commissaire aux comptes est de six exercices.

Le présent marché couvre les mandats des exercices à partir du 1^{er} janvier 2025.

3.1. Obligations du Titulaire

Les modalités d'organisation et d'exécution du présent marché sont celles définies par les textes législatifs et réglementaires applicables à la profession de commissariat aux comptes et par les normes d'exercice professionnel actuellement en vigueur.

Le titulaire est tenu d'exercer sa mission conformément aux textes précités.

Il justifie notamment son indépendance vis-à-vis de l'établissement.

Tranche ferme

La mission se déroulera en 3 phases :

- planification de l'audit ;
- phase préliminaire à l'arrêté des comptes ;
- audit des états financiers.

Phases de l'audit	Documents / livrables	Communication / restitutions
Planification de l'audit	<ul style="list-style-type: none">• Lettre de mission comprenant notamment le plan de mission et le Calendrier de l'intervention (NEP 210)	<ul style="list-style-type: none">• Réunion de lancement de la mission avec l'ordonnateur et le comptable public
Phase préliminaire	<ul style="list-style-type: none">• Synthèse des points de contrôle interne• Recommandations à mettre en œuvre	<ul style="list-style-type: none">• Réunion de présentation des points de contrôle interne
Audit des états financiers	<ul style="list-style-type: none">• Synthèse des points d'audit• Support de présentation au Conseil de surveillance• Rapport légal sur les comptes annuels	<ul style="list-style-type: none">• Réunion de présentation des résultats de l'audit avec l'ordonnateur et le comptable public• Présentation du rapport au Conseil de surveillance

Par ailleurs, il est demandé au titulaire de fournir régulièrement une information sur les évolutions normatives et de pouvoir répondre aux questions techniques.

Au titre du premier exercice soumis au contrôle des commissaires aux comptes, le bilan d'ouverture fait l'objet d'un audit conformément à la NEP 510.

Le titre II du livre 8 du code de commerce inclut désormais (III de l'article L. 821-63), la réalisation d'un rapport complémentaire au comité d'audit, s'agissant des établissements de santé susceptibles d'être **qualifiés « d'entités d'intérêt public »**.

Il s'agit d'un rapport spécifique à destination du comité d'audit. Il doit couvrir notamment les thèmes suivants :

- Éléments présentant au comité d'audit l'indépendance du CAC dans l'exercice de ses fonctions ;
- Éléments relatifs au déroulement de la mission (périmètre, planning, méthodologie, seuil de significativité) ;
- éléments relatifs aux résultats de l'audit (difficultés rencontrées pendant l'audit, recours éventuel à des experts, risques sur continuité d'exploitation, risques de fraude, évolution stratégique et organisationnelles majeures, points forts et faibles du Contrôle interne ; sujets d'attention comptables et financier, synthèses des écarts et anomalies non corrigées).

Tranche optionnelle

Services autres que le commissariat aux comptes :

En relation avec la mission légale, des travaux complémentaires pourront être menés par les commissaires aux comptes conformément aux dispositions de l'article L821-30 du Code du commerce.

Ces prestations supplémentaires sont déclenchées au fur et à mesure de la survenance du besoin.

Le régime des prestations autres que de certification repose sur le système où tout ce qui n'est pas interdit est autorisé. Les services ne relevant pas de l'audit et qui sont interdits relèvent toujours du code de déontologie.

Il est, en outre, interdit au commissaire aux comptes et aux membres du réseau auquel il appartient de fournir, directement ou indirectement, les services mentionnés dans le règlement européen du 16 avril 2014 (Règl. (UE) n° 537/2014, 16 avr. 2014, ann. 8-1), à savoir :

- a) les services fiscaux portant sur :
 - i) l'établissement des déclarations fiscales ;
 - ii) l'impôt sur les salaires ;
 - iii) les droits de douane ;
 - iv) l'identification des subventions publiques et des incitations fiscales, à moins qu'une assistance de la part du contrôleur légal des comptes ou du cabinet d'audit pour la fourniture de ces services ne soit requise par la loi ;
 - v) l'assistance lors de contrôles fiscaux menés par les autorités fiscales, à moins qu'une assistance de la part du contrôleur légal des comptes ou du cabinet d'audit lors de ces contrôles ne soit requise par la loi ;
 - vi) le calcul de l'impôt direct et indirect ainsi que de l'impôt différé ;
 - vii) la fourniture de conseils fiscaux ;
- b) des services qui supposent d'être associé à la gestion ou à la prise de décision de l'entité contrôlée ;
- c) la comptabilité et la préparation de registres comptables et d'états financiers ;
- d) les services de paie ;
- e) la conception et la mise en œuvre de procédures de contrôle interne ou de gestion des risques en rapport avec la préparation et/ou le contrôle de l'information financière ou la conception et la mise en œuvre de systèmes techniques relatifs à l'information financière ;
- f) les services d'évaluation, notamment les évaluations réalisées en rapport avec les services actuariels ou les services d'aide en cas de litige ;
- g) les services juridiques ayant trait à :
 - i) la fourniture de conseils généraux ;
 - ii) la négociation au nom de l'entité contrôlée ; et
 - iii) l'exercice d'un rôle de défenseur dans le cadre de la résolution d'un litige ;
- h) les services liés à la fonction d'audit interne de l'entité contrôlée ;
- i) les services liés au financement, à la structure, ainsi qu'à l'allocation des capitaux et à la stratégie d'investissement de l'entité contrôlée, sauf en ce qui concerne la fourniture de services d'assurance en rapport avec les états financiers, telle que l'émission de lettres de confort en lien avec des prospectus émis par l'entité contrôlée ;
- j) la promotion, le commerce ou la souscription de parts de l'entité contrôlée ;
- k) les services de ressources humaines ayant trait :
 - i) aux membres de la direction en mesure d'exercer une influence significative sur l'élaboration des documents comptables ou des états financiers faisant l'objet du contrôle légal des comptes, dès lors que ces services englobent :
 - la recherche ou la sélection de candidats à ces fonctions, ou
 - la vérification des références des candidats à ces fonctions ;
 - ii) à la structuration du modèle organisationnel ; et
 - iii) au contrôle des coûts.

ainsi que les services portant atteinte à l'indépendance du commissaire aux comptes qui sont définis par le code de déontologie.

3.2. Modalités d'organisation et d'exécution de la prestation

Le rapport du ou des commissaires aux comptes doit être remis, au plus tard, dans des délais qui permettent une approbation du compte financier, conforme aux dispositions du décret n° 2013-1238 du 23 décembre 2013 relatif aux modalités de certification des comptes des établissements publics de santé (approbation au plus tard le 30 juin de l'année qui suit) et au moins 15 jours avant la date du conseil de surveillance devant adopter les comptes.

Le rapport de certification est aussi communiqué au comptable public, en parallèle de son envoi à l'ordonnateur (article L821-64 du code de commerce).

La validation des livrables a lieu après approbation des comptes par le conseil de surveillance.

ARTICLE 4 : PRATIQUE PROFESSIONNELLE RELATIVE A L'AUTOREVISION

L'attention du Titulaire est attirée sur le respect du code de déontologie de la profession.

Le Titulaire devra être très vigilant concernant le respect des pratiques d'auto révision.

Il doit se référer à la documentation issue du Haut Conseil du Commissariat aux Comptes qui fait autorité en la matière nommé « Identification d'une Bonne Pratique Professionnelle relative à l'Auto révision ».

Cette pratique professionnelle est destinée à aider le Commissaire aux comptes dans ses prises de décisions relatives à l'acceptation ou au maintien de son mandat en explicitant la démarche qu'il doit adopter pour appréhender les situations d'auto révision, le risque d'auto révision susceptible d'en résulter, et le cas échéant la possibilité de mettre en place des mesures de sauvegarde appropriées. Compte tenu du caractère particulier de chaque situation, il convient de souligner l'importance à accorder à l'analyse des prestations par le commissaire aux comptes.

Comme indiqué à l'article 4 du CCAP, le Titulaire doit impérativement joindre dans son offre **la déclaration d'indépendance du commissaire aux comptes.**

ARTICLE 5 : MODALITES D'ORGANISATION PRATIQUES

Les modalités d'organisation et d'exécution du présent marché public sont celles définies par les textes législatifs et réglementaires applicables à la profession de commissariat aux comptes et par les normes d'exercice professionnel actuellement en vigueur.

Le titulaire du marché est tenu d'exercer sa mission conformément aux textes précités.

ARTICLE 6 : DESIGNATION D'UN SUPPLEANT

Si le titulaire est une personne physique ou une personne morale unipersonnelle, il doit désigner dans sa proposition un suppléant dans le seul but de pallier à une éventuelle défection.

Le suppléant peut être amené à remplacer le titulaire en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

Le titulaire du marché a le droit de démissionner même pour convenances personnelles, mais non de manière intempestive, ou pour se soustraire à l'exécution d'une obligation légale, dans des conditions génératrices de préjudice pour l'établissement bénéficiaire.

Le suppléant désigné ne peut prétendre à aucune rémunération dans le cadre de sa mission de suppléant.

En cas de remplacement du titulaire, le suppléant accepte les clauses du présent marché sans n'y apporter aucune modification.